

Monsieur le Président de la République  
Emmanuel Macron  
Palais de l'Élysée

Paris, le 13 juillet 2017

Objet : Etats Généraux de l'Alimentation

Monsieur le Président de la République,

La tenue des Etats Généraux de l'alimentation est une opportunité pour nos territoires, notre santé, notre économie et notre assiette. Ils suscitent partout, et de la part de tous, de fortes attentes pour répondre aux multiples crises que rencontrent nos systèmes alimentaires. Nos 41 organisations, fortes de leur nombre, de leur diversité et de leur représentativité, souhaitent tout d'abord vous assurer de leur détermination à contribuer à faire de ces Etats Généraux un moment d'échange, de dialogue et de mobilisation. Nous sommes en effet le relais d'envies individuelles et collectives de participer, proposer, diffuser, faire changer, partout dans les territoires. Notre mobilisation est ainsi l'une des clés de la réussite mais aussi de la légitimité des Etats Généraux de l'alimentation auprès des citoyens.

Nos 41 organisations œuvrent au quotidien sur des enjeux forts liant alimentation, agriculture, pêche, territoires, santé, agroécologie, solidarité internationale, environnement, bien-être animal ; enjeux qui sont au cœur des États Généraux que vous souhaitez installer la semaine prochaine. Soucieuses de pouvoir y contribuer au mieux, nos organisations partagent un certain nombre de priorités qui nous paraissent essentielles pour la réussite de cette initiative et qui nécessitent d'être annoncées dès le lancement des États Généraux de l'alimentation.

Tout d'abord, il faut clarifier les "livrables" de ces États Généraux. Au-delà des deux phases d'ateliers thématiques, **il convient de prévoir et d'annoncer dès le lancement la tenue d'une phase 3 de négociation politique**. Cette phase permettra de trancher sur les sujets transversaux et les dissensus issus des différents ateliers. Car si les ateliers doivent être l'occasion d'identifier les points de convergence mais également de divergence entre les acteurs, les urgences alimentaire, environnementale, sanitaire, économique et sociale demandent des choix politiques clairs. Cette troisième phase doit également viser à donner une cohérence aux politiques publiques aussi bien entre politiques sectorielles qu'entre les différentes échelles (nationale – européenne – internationale). Il nous paraît ainsi essentiel d'annoncer, dès le lancement des Etats Généraux, la manière dont seront traduits les résultats de ces discussions dans les politiques publiques actuelles et futures, tant au niveau national qu'europpéen. Aussi, nos organisations appellent à ce que les deux chantiers soient suivis par un troisième temps, annoncé lors du lancement et destiné à acter des choix et des priorités à mettre en place.

Par ailleurs, **des enjeux cruciaux sont absents** de la liste des ateliers et des questions proposées dans les documents préparatoires. Nous avons en particulier identifié :

- La santé environnementale. Le lien entre alimentation et santé n'est plus à démontrer. La

question de la santé des travailleurs agricoles et des riverains ne doit plus être un sujet tabou. Ces enjeux sont étroitement liés aux modèles de production et aux modèles de consommation et doivent être intégrés dans les réflexions des États Généraux ainsi que les liens avec les divers plans publics (PNNS, PNSE, Ecoantibio, ...).

- L'adaptation aux changements climatiques, phénomène majeur auquel fait déjà face la profession agricole. C'est un enjeu structurant qui, s'il s'agit bien de préparer l'avenir, devrait constituer un fil rouge de ces États Généraux.
- La fiscalité agricole et les droits sociaux des paysans. La politique fiscale oriente fortement le mode de développement des fermes. De plus, le droit au revenu paysan est une priorité. Dans la constitution du revenu, la question fiscale et sociale est déterminante dont, notamment la protection sociale des paysans.
- Le foncier. Cette thématique est incontournable, étant à la base du processus de production agricole. Les questions d'artificialisation des terres, de répartition des moyens de production et d'installation et la dynamique de transition agroécologique sont intimement liées aux questions foncières.
- La préservation de l'environnement marin, de ses ressources halieutiques et d'une pêche durable. La petite pêche côtière, notamment, qui représente 80% de la flotte et 50% des emplois, est d'une importance socio-économique fondamentale.

Enfin, nous souhaitons attirer votre attention sur la **consultation publique** qui doit être organisée dans le cadre des États Généraux de l'alimentation. Le phasage de cette consultation durant l'été et la rentrée n'encourage pas à une participation large et rend difficile son organisation. En particulier, les objectifs et le traitement de cette consultation, encore inconnus, devraient être rapidement précisés, au moins avant le lancement et devrait permettre de nourrir les ateliers. L'ambition politique, et donc l'instauration d'une phase 3, que vous saurez donner à ces États Généraux le 20 juillet prochain sera également déterminante dans la mobilisation de la société civile et du grand public.

Nous espérons que ces éléments seront pris en compte dans les derniers arbitrages concernant les États Généraux de l'alimentation afin de garantir leur ambition, leur succès et la mobilisation des citoyens.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de notre plus haute considération,

Birthe Pedersen – Présidente d'ActionAid France  
Serge Breyse – Directeur Expertise, recherche et plaidoyer de Action Contre la Faim-France  
Jacques Caplat – Agir Pour l'Environnement  
Florent Compain – Président des Amis de la Terre France  
Isabelle Parmentier – Présidente de l'Association Française des Diététiciens Nutritionnistes  
Aurélie Trouvé – Porte-parole d'ATTAC  
Claire Nouvian – Présidente de BLOOM  
Caroline Doremus-Mège – Directrice du plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire  
Danièle Colin – Présidente du Club Experts Nutrition et Alimentation  
Pascal Erard – Comité Français pour la Solidarité Internationale  
Laurent Pinatel – Porte-parole de la Confédération paysanne  
Philippe Jahshan – Président de Coordination SUD  
Léopoldine Charbonneaux – Directrice de CIWF France

Emmanuel Poilane – Président du CRID  
Gilles Huet – Délégué général d'Eau et Rivières de Bretagne  
Gérald Godreuil – Délégué général de la Fédération Artisans du Monde  
Stéphanie Pageot – Présidente de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique  
Maxime De Rostolan – Directeur de Fermes d'avenir  
Jean-Christophe Robert – Directeur de Filière Paysanne  
Audrey Pulvar – Présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme  
Pascal Canfin – Directeur général de la Fondation WWF France  
Karine Jacquemart – Directrice générale de Foodwatch France  
Michel Dubromel – Président de France Nature Environnement  
François Veillerette – Directeur de Générations Futures  
Jean-François Julliard – Directeur exécutif de Greenpeace France  
Olivier Bruyeron – Directeur du Gret  
Bernard Schmitt et Patrick Lespagnol – Co-présidents du Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique  
Élisabeth Carbone – Secrétaire générale du Mouvement inter-régional des AMAP  
Hervé Le Meur – OGM Dangers  
Claire Fehrenbach – Directrice générale de Oxfam France  
Marc Dufumier – Président de la Plateforme française pour le Commerce Equitable  
Anne-Marie Vergez – Co-présidente de la Plateforme de la Petite Pêche Artisanale Française  
Morgane Créach – Directrice du Réseau Action Climat  
Quentin Delachapelle – Président du Réseau CIVAM  
Dominique Hays – Président du Réseau Cocagne  
André Cicolella – Président du Réseau Environnement Santé  
Clotilde Bato – Directrice de SOL, alternatives agroécologiques et solidaires  
Freddy Le Saux – Président de Terre de Liens  
Francoise Vernet – Présidente de Terre & Humanisme  
Fabien Girard – Directeur de TFT France  
Gilles Lanio – Président de l'Union nationale de l'apiculture française

Copie à :

Edouard Philippe, Premier Ministre  
Nicolas Hulot, Ministre d'Etat, Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire  
Stéphane Travert, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation  
Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé  
Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances  
Muriel Pénicaud, Ministre du Travail  
Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères  
Jacques Mézard, Ministre de la Cohésion des Territoires  
Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation  
Annick Girardin, Ministre des Outre-Mer  
Laura Flessel, Ministre des Sports  
Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation Nationale